

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, près d'un milliard, reste à un niveau inacceptable même s'il devrait baisser en 2010, pour la première fois depuis 1995. Cette baisse est due en grande partie à la reprise économique prévue en 2010 – notamment dans les pays en développement – et au fléchissement des cours internationaux des produits alimentaires depuis 2008. La récente augmentation du prix des denrées alimentaires, si elle persiste, créera des obstacles supplémentaires dans la lutte qui est menée pour continuer de faire reculer la faim.

Toutefois, selon les estimations, 925 millions de personnes continueraient à souffrir de sous-alimentation en 2010, soit 16 pour cent de la population des pays en développement. Le fait que près d'un milliard d'êtres humains souffrent toujours de la faim même après que la crise alimentaire et la crise financière se sont pour l'essentiel éloignées montre bien qu'il reste à résoudre un problème structurel menaçant gravement la capacité de réaliser les objectifs de réduction de la faim énoncés dans la Déclaration du Millénaire pour le développement (OMD) et du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996. Il faut bien constater que la croissance économique, si elle est essentielle, n'est cependant pas suffisante en soi pour éliminer la faim dans une période de temps acceptable.

Cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* se penche sur les personnes qui vivent dans un groupe de pays dans lequel l'incidence de la faim est particulièrement élevée et persistante et qui peine à réaliser les objectifs du Millénaire, à savoir les pays confrontés à des crises prolongées. Ces pays sont caractérisés par des crises de longue durée ou survenant régulièrement, causées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme et par les capacités limitées dont ils disposent pour y répondre. La présente publication montre que dans les 22 pays confrontés à des crises prolongées (ou contenant des zones en crise prolongée), 166 millions de personnes souffriraient, selon les données les plus récentes, de sous-alimentation, soit près de 40 pour cent de la population totale de ces pays et près de 20 pour cent du nombre total de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde.

Ce niveau de sous-alimentation inacceptable est dû à plusieurs facteurs, notamment des conflits armés ou des catastrophes naturelles, souvent aggravés par la faiblesse de la gouvernance ou des pouvoirs publics, le manque de ressources, des moyens d'existence non durables et la défaillance des institutions locales. Devant de tels obstacles, comment s'étonner que ces crises prolongées prennent la forme d'un cercle vicieux qui se perpétue?

Les crises prolongées ne sont pas assimilables à une série d'épisodes ponctuels de brève durée. Elles ne sont pas non plus des interruptions temporaires, après lesquelles les pays peuvent facilement retrouver la voie du développement à long terme. Elles représentent plutôt des menaces qui planent lourdement et constamment sur la vie et les moyens d'existence des populations et auxquelles il est de plus en plus difficile d'échapper à mesure que le temps passe.

Les crises prolongées exigent donc des modalités d'intervention spécialement conçues et bien ciblées. Une assistance destinée à répondre aux besoins immédiats est certes importante, pour sauver des vies humaines pendant les crises prolongées – comme d'ailleurs lors de crises plus brèves – mais il est également essentiel de se concentrer sur les facteurs responsables de ces crises et sur leurs incidences à long terme, notamment les conflits, la désintégration des institutions, la destruction des moyens d'existence et le déplacement des populations. Il faut donc, de toute urgence, recentrer l'assistance fournie lors de crises prolongées sur la protection des moyens d'existence, et pas seulement des vies humaines, dans le but de contribuer à mettre un pays sur la voie constructive du redressement.

Malgré ces besoins supplémentaires, les tendances de l'aide au développement sont préoccupantes: près des deux tiers des pays confrontés à des crises prolongées reçoivent moins d'aide au développement par habitant que la moyenne des pays les moins avancés. Plus particulièrement, l'agriculture ne reçoit que de 3 à 4 pour cent de l'aide au développement et de l'aide humanitaire dans les pays confrontés à des crises prolongées, même si elle assure près de 32 pour cent de leur produit intérieur brut et si elle est à l'origine des moyens d'existence de plus de 62 pour cent de leur population.

Plusieurs mesures peuvent être prises pour mieux gérer les crises prolongées et fournir une aide plus efficace et plus durable aux personnes qui sont confrontées à ces situations. Selon l'expérience acquise par de nombreux pays, la manière la plus prometteuse d'assurer la durabilité à long terme et d'améliorer réellement la sécurité alimentaire est de mettre en place des activités d'assistance à long terme, en s'appuyant sur des institutions locales existantes ou revitalisées. Des mécanismes de

protection sociale, comme les programmes d'alimentation scolaire, de travail contre rémunération et de vivres contre travail, peuvent aussi apporter une contribution essentielle, à long terme. L'assistance alimentaire contribue à la mise en place de ces mécanismes de protection sociale: elle fournit des aliments dans le cadre de programmes de filets de sécurité et stimule les marchés en achetant localement des vivres destinés à l'aide alimentaire ou par le biais de programme de subventions en espèces; elle comble ainsi le fossé entre l'assistance humanitaire traditionnelle et le soutien au développement à plus long terme. Les efforts devraient également se concentrer sur l'amélioration durable et à long terme de la capacité productive des pays vulnérables, tout en renforçant leur capacité de résistance aux chocs. Toutes ces interventions améliorées supposent toutefois une meilleure compréhension de la nature des crises prolongées, condition essentielle pour s'attaquer efficacement aux problèmes spécifiques des pays concernés. Ces messages seront élaborés plus avant dans la présente publication et constitueront la base de recommandations spécifiques visant à améliorer notre compréhension des crises prolongées et, surtout, à appuyer une intervention plus résolue et plus efficace pour aider les personnes qui se trouvent dans ces situations à sortir de ce cercle vicieux.

L'édition 2010 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est, une fois de plus, le fruit d'une étroite collaboration entre nos deux organisations et d'autres partenaires. Mettant à contribution les compétences techniques et les connaissances du personnel des deux organisations, nous avons jeté un regard neuf sur les problèmes de l'insécurité alimentaire dans les pays confrontés à des crises prolongées, créant ainsi les bases d'une nouvelle vision qui combine les atouts de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement à plus long terme. La présente publication fournira, nous l'espérons, des informations utiles qui pourront être prises en compte par les décideurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux dans le but d'améliorer durablement la sécurité alimentaire en situation de crise prolongée et de bâtir un avenir plus prometteur, plus prospère et dans lequel les personnes seront mieux à même de subvenir à leurs besoins.



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO



Josette Sheeran
Directrice exécutive du PAM

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010 a été rédigé sous l'autorité générale de Hafez Ghanem, Sous-Directeur général, et sous la direction de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social (ESA). La coordination technique de la publication a été assurée par Kostas Stamoulis et Keith Wiebe, de la Division de l'économie du développement agricole, avec la contribution des éditeurs techniques Luca Alinovi et Luca Russo, de la même division, et de Dan Maxwell, du Feinstein International Center (Tufts University). L'équipe de la Division de la statistique (ESS) a produit les données de fond sur la sous-alimentation.

Pour la deuxième année consécutive, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* a été rédigé conjointement par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM). Nicholas Crawford et Sarah Laughton, de la Division des politiques, de la planification et des stratégies du PAM, ont assuré la coordination technique de toutes les contributions du PAM et fourni des indications et des avis précieux lors de la révision des textes.

Le chapitre «La sous-alimentation dans le monde en 2010» a été rédigé par le Département du développement économique et social et a bénéficié de contributions techniques clés de Luca Alinovi et Erdgin Mane (ESA).

Dans le chapitre «Quels sont les pays confrontés à une crise prolongée et pourquoi méritent-ils une attention particulière?», la partie intitulée «Caractéristiques communes des pays confrontés à des crises prolongées» a été élaborée par Dan Maxwell, avec les contributions de Luca Alinovi et Luca Russo. Les données du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) prises en considération dans ce chapitre, s'agissant des pays confrontés à des crises prolongées, ont été fournies par Kisan Gunjal, de la Division du commerce et des marchés (EST). La section «Adaptation des moyens d'existence lors des crises prolongées» a été élaborée par Margie Buchanan-Smith, Susan Jaspars et Sara Pantuliano, de l'Institut du développement outre-mer. La partie intitulée «La parité hommes-femmes dans les crises prolongées» a bénéficié des contributions de Gabriel Rugalema et Libor Stloukal, avec l'appui de Carina Hirsch et de Joseph Ssentongo, de la Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural (ESW). La section «Les enseignements tirés des interventions communautaires et leur application» a été rédigée par Karel Callens, de la Division de l'appui à l'élaboration des politiques et programmes (TCS), avec les contributions de Kevin Gallagher (FAO Sierra Leone), Luca Russo (ESA), Rene Salazar (Institut régional pour l'éducation communautaire en Asie du Sud-Est, Sierra Leone) et Oriane Turot (ESA).

Dans le chapitre «Interventions nationales et internationales face aux crises prolongées», la section «Analyse des volumes d'aide en faveur des pays confrontés à des crises prolongées» est signée Luca Russo et Winnie Bell (ESA), qui se sont appuyés sur les statistiques, les analyses et autres contributions fournies par Daniel Coppard et Asma Zubairi, de Development Initiatives. La partie «L'assistance alimentaire à des fins humanitaires lors de crises prolongées» a été rédigée par Nicholas Crawford et Sarah Laughton, du PAM, avec la contribution de Saskia de Pee, Martin W. Bloem et Tina van den Briel (encadré 6) pour le compte du PAM. Ugo Gentilini, de la Division des politiques, de la planification et des stratégies du PAM, a rédigé «Favoriser la protection sociale lors des crises prolongées». La partie «Des interventions à court terme pour soutenir le redressement à plus long terme de l'agriculture et de la sécurité alimentaire» a été établie par Jennifer Nyberg, Neil Marsland, Lucia Palombi et Dick Trenchard, de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCE). Karel Callens (TCS) a produit, en collaboration avec Margarida David e Silva et Christopher Tanner (FAO Mozambique), la dernière partie, intitulée «Le Mozambique: un exemple de réussite».

Le dernier chapitre, «Assurer la sécurité alimentaire lors de crises prolongées: mesures recommandées» est signé Luca Alinovi et Dan Maxwell, avec les contributions de Luca Russo. Nick Haan et Zoé Druille (ESA) ont également participé à l'élaboration de l'encadré 12.

Ricardo Sibrian a produit le tableau 1 de l'annexe technique, avec l'aide de Cinzia Cerri et de Seevalingum Ramasawmy (ESS), ainsi que d'Erdgin Mane (ESA). Rafik Mahjoubi et Panagiotis Karfakis (ESA) ont fourni les projections initiales. Le processus éditorial a bénéficié des précieuses observations, suggestions et contributions de Jean Balié (ESA), Boubaker BenBelhassen (Direction générale), André Croppenstedt (ESA), David Dawe (ESA), Bénédicte de la Brière (ESA), Xiaoning Gong (ESS), David Hallam (EST), Arif Husain (PAM), Henri Josserand (EST), David Marshall (ESS), Steven Were Omamo (PAM), Terri Raney (ESA), Alexander Sarris (EST), Shahla Shapouri, du Service de l'économie et de la recherche du Département de l'agriculture des États-Unis d'Amérique, Dick Trenchard (TCE), Jeff Tschirley (TCE) et Marcela Villarreal (ESW). La lisibilité de la version anglaise du rapport a été

grandement améliorée grâce à l'appui rédactionnel de Paul Neate. Tout au long du processus, Daniela Farinelli a fourni d'excellents services administratifs et Lavinia Antonaci, Winnie Bell, Marco D'Errico, Erdgin Mane et Denise Melvin ont réalisé des recherches et apporté d'autres contributions précieuses à la rédaction.

Les graphiques et la mise en page, ainsi que la correction d'épreuve de la version anglaise, ont été réalisés par Visiontime. Les services de traduction et d'impression ont été assurés par le Service de programmation et de documentation des réunions du Département des services internes, des ressources humaines et des finances de la FAO.